



Tribune
Paris, le 31 mai 2023

Taper sur les médecins

Taper sur les médecins est devenu le sport favori de certains responsables politiques ...

Pour cela, ils usent de tous les outils disponibles :

- Des déclarations médiatiques à la propagation organisée : « *6 millions de Français n'ont pas de médecins traitants dont 700 000 affections longue durée (ALD)...C'est un scandale, ce n'est pas acceptable.* » Peu importe que le chiffre soit invérifiable, peu importe l'absence de détails sur sa constitution. Seul compte le message : les médecins ne font pas le job et les patients en paient lourdement le prix.
- La désignation des médecins comme coupables et responsables des maux engendrés par les politiques successives : « *Les déserts médicaux s'étendent et les médecins doivent être empêchés de s'installer dans tel ou tel territoire où ils seraient en nombre suffisant.* ». Peu importe que le « *suffisant* » ne soit pas précisé et que focus ne soit pas fait sur la fragilité ou la stabilité très provisoire des zones dites bien pourvues. Seul compte le message : les médecins ne pensent qu'à eux, ils n'ont aucun sens civique.
- L'affirmation péremptoire de l'obsolescence de leur exercice : « *Leur mode de paiement doit disparaître, une part de leurs actes peuvent et doivent être réalisés par des professions moins qualifiées.* ». Peu importe, là encore, que tout cela soit construit sur du sable. Seule l'impression compte : les médecins doivent être plus encadrés, et, pas si indispensables, ils peuvent être remplacés...
- Les accusations d'être les plus grands fraudeurs du système : « *80 % de la fraude à l'assurance-maladie vient des professionnels de santé* » comme l'annonce la Cour des Comptes dans son dernier rapport sur l'application des comptes de la Sécurité Sociale. Peu importe que le vocable soignant désigne 1,3 million de soignants, des dizaines de spécialités, divers secteurs et modes d'exercices. Seul compte l'effet déclaratif : le soignant, le médecin, est un fraudeur en puissance, il doit être durement sanctionné.

Des années que ces fossoyeurs de la médecine appliquent leur médiocrité et transfèrent la responsabilité de leurs échecs sur ceux-là mêmes que leurs réformes visent.

Et nous arrivons au bout de l'histoire.

Je l'affirme : les médecins libéraux n'ont pas à être corvéables, salis, méprisés, insultés, diffamés. Ils n'ont pas à être contraints à une servitude volontaire, aux gardes obligatoires sans repos compensateurs pour un temps de travail quasi-équivalent à deux équivalents temps plein d'un salarié.

Ils assurent et portent le soin sur tout le territoire et sont libres de s'organiser comme bon leur semble dans le respect de l'éthique, de leur code de déontologie et de leur équilibre physique et psychique.

Les médecins libéraux exercent pour la majorité d'entre eux sous contrat conventionnel. Dans ce contrat, ils acceptent de modérer leurs tarifs contre la prise en charge d'une part de leurs cotisations sociales par l'assurance maladie. Lorsque les tarifs ne progressent plus, et que seules progressent les contraintes, alors, le contrat devient léonin et les portes du déconventionnement s'ouvrent.

Or, ce contrat est déchiré un peu plus, loi sanitaire après loi sanitaire. Il va être pulvérisé par les responsables politiques qui portent les lois Valletoux ou Garot. Leurs lois passant, il n'y aura plus aucun intérêt à être conventionné.

À force de vouloir construire une médecine sans les médecins, les responsables politiques auront provoqué l'organisation d'une médecine sans les politiques.

Les médecins se déconventionneront ou, pour les plus jeunes d'entre eux, ne se conventionneront pas.

Cela a déjà commencé et les plus de 2 147 intentions de déconventionnement (soit déjà plus de 3 fois le nombre de médecins actuellement déconventionnés) devraient alerter. Ce nombre ne va pas cesser de monter. Il est fils des violences faites aux médecins par les responsables successifs au pouvoir. Il n'est nullement le reflet de je ne sais quel ultralibéralisme forcené. Ce ne sont pas les médecins qui ubérisent ou qui favorisent la financiarisation du soin, mais bien le gouvernement actuel !

Les médecins sauvent leur peau et ce faisant cherchent à maintenir puis améliorer la qualité de leur exercice. Ils pensent en médecins et ne peuvent donc accepter des lois qui menacent à terme, l'exercice médical et les patients. C'est ainsi et cela ne sera probablement jamais compris par les hauts fonctionnaires comme Pierre Moscovici président de la Cour des comptes (à 28 000 euros de retraite annoncée) ou les responsables politiques comme Frédéric Valletoux ou Guillaume Garot.

Les médecins n'ont pas vocation à obéir.

Dr Jérôme Marty

Président UFMLS

https://www.egora.fr/actus-pro/assurance-maladie-mutuelles/80635-80-de-la-fraude-vient-des-professionnels-de-sante-la?fbclid=IwAR2d_2MBce45-_IH1yQOWfHOxJ1dB7SIVZHqqmOO1JRsmZMMSRh2cltMNf0#xtor=EPR-3-2

(https://www.egora.fr/actus-pro/assurance-maladie-mutuelles/80635-80-de-la-fraude-vient-des-professionnels-de-sante-la?fbclid=IwAR2d_2MBce45-_IH1yQOWfHOxJ1dB7SIVZHqqmOO1JRsmZMMSRh2cltMNf0#xtor=EPR-3-2)

Relations presse :

Laurent Payet / Sagda Draz / Langage et Projets Conseils

laurent@lp-conseils.com / sagda@lp-conseils.com / 01 53 26 42 10 / 06 89 95 48 87

UFML-syndicat : le syndicat de l'union française pour une médecine libre